



Une belle pétaudière !



Nous indiquions il y a déjà quelques temps que la majorité des Français s'interrogeait et ne comprenait pas la ligne suivie par le gouvernement.

Aujourd'hui, les Français, les salariés, les retraités... comprennent bien, sous l'enfumage de la communication, que ce sont eux qui, une nouvelle fois, vont être les « dindons de la farce » et qu'en réalité ce gouvernement, sous couvert « d'amateurisme », sait très bien où il va et ce qu'il veut faire passer dans le cadre d'une politique qui est bien celle du Président de la République qui fait semblant d'avoir des désaccords avec son 1^{er} Ministre alors que c'est bien lui qui tient la baguette.

Pas très drôle cependant d'entendre que les partenaires sociaux doivent reprendre leur place dans les discussions dans le même temps où il ne semble n'y avoir aucune discussion :

- ♦ concernant l'ouverture à la concurrence de la RATP et la privatisation du réseau bus.
- ♦ concernant la volonté de poursuivre le démantèlement de la sécurité sociale en s'efforçant de mettre en place un plan qui programme l'intégration du suivi du contrôle médical de la sécu dans les CPAM. Ce

contrôle médical exerce son activité en toute indépendance dans le cadre du secret médical. Ainsi son intégration conduirait à ce que les droits ne soient plus déterminés en fonction de critères médicaux, mais administratifs et financiers et donc soumis aux restrictions budgétaires. C'est bien une nouvelle attaque contre la sécurité sociale de 1945.

- ♦ concernant toutes les taxes annoncées qui toucheraient l'énergie avec de nouvelles augmentations très fortes du prix de l'électricité, avec les taxes sur les boissons sucrées touchant en premier lieu les familles dans le même temps où ce gouvernement se glorifie de la baisse de l'inflation. Personne pourtant ne s'y trompe !
- ♦ concernant les services publics où nous constatons que l'hôpital continue de subir de plein fouet, le désengagement de l'État qui ne prévoit que 3% pour les dépenses dans le même temps où il faudrait plus de 10%. Des services d'urgences de plus en plus pressurés et qui ferment même leurs portes, conduisant les « pontes » de ce secteur à dire que les personnes de plus de 75 ans qui passent plusieurs heures dans les couloirs sur des lits de fortune ont 40% de plus de risque de mourir avec ces conditions inacceptables. Les organisations syndicales qui appellent à faire grève ont-elles été consultées pour faire valoir leurs revendications ? Bien sûr que non et pourtant leur rôle est essentiel comme le disait le 1^{er} Ministre lors de sa prise de fonction.
- ♦ concernant l'école où ce gouvernement continue de développer les plans Attal et Belloubet conduisant à la suppression de 4000 postes (économies budgétaires obligent) particulièrement dans le primaire. Que dire d'une façon générale des coupes sombres que vont connaître les services de l'État et les collectivités locales souvent au plus proche de la population dans les périodes plus que difficiles et qui vont subir des pertes d'effectifs par dizaines de milliers chez les fonctionnaires.
- ♦ concernant les impôts où plus personne ne sait ce qu'il en est dans les domaines des impôts mobiliers et fonciers et ce qu'il devra réellement payer et où la mise en place de nouvelles taxes va contribuer à la dégradation de l'existence. Le Président de la République savait bien que sa décision de supprimer l'impôt foncier conduirait à des difficultés majeures pour les collectivités locales qui ne peuvent plus assurer leurs missions de services publics particulièrement lorsque les intempéries, les tempêtes, les tornades se multiplient. En bout de course, ce seront encore

« les cochons de payants » qui assureront l'augmentation considérable du prix des assurances.

- concernant l'augmentation des retraites indexée sur les prix qui devaient se faire au 1^{er} janvier et qui ne se fera qu'en juillet... si elle se fait ! Les organisations syndicales, si nécessaires, auront peut-être la possibilité de donner leur point de vue sur l'augmentation des petites retraites.

Grandiose pour le reste, fermez-la !



Décidément le mouvement syndical a toute sa place pour continuer à porter ses revendications et à faire grève comme à l'hôpital mais aussi dans quasiment tous les secteurs. C'est ce que le CCN de la CGT-FO a développé dans sa résolution générale. C'est ce que le meeting de la Mutualité du 26 octobre (2000 militants) a repris.

C'est ce que nous ne cessons de développer au sein de notre UD FO de Paris.

Nous ne sommes pas dupes et savons bien que ce gouvernement continue à suivre et développer une ligne qu'il a choisie depuis bien des années, elle n'est pas celle de la classe ouvrière que nous représentons.

Décidément, oui nous avons raison d'exiger :



- l'abrogation de la loi retraite et le retour, dès que les conditions le permettent, à un départ à 60 ans.
- Le retrait des dispositifs nouveaux et scandaleux sur l'assurance chômage.
- la défense de nos services publics, de l'école, de l'hôpital, de la sécurité sociale, de tous les services de l'État.
- L'arrêt de la privatisation des services publics et leur renationalisation.
- L'augmentation générale des salaires, des retraites et des minima sociaux :
- Non à l'accroissement des jours de carences dans la fonction publique, rejet total et immédiat des mesures anti-sociales.

Pétaudière ? Pas tant que cela ; ils savent où ils vont. Nous aussi !

Réunissons les assemblées générales, décidons dans celles-ci la grève et sa reconduction, comme c'est le cas dans quelques entreprises du secteur privé comme chez Saunier-Duval à Nantes...

Marc Blondel disait : « La Sécu vaut bien une grève générale ! »

Chacun a bien conscience que tout ce que nous venons de développer vaut bien aussi la grève. Une journée ne suffira pas. Il faut donc préparer efficacement les assemblées générales – PARTOUT !

Il faut décider avec les travailleurs de préparer la grève et de l'ancrer dans le temps jusqu'à l'obtention des revendications. Le meeting et l'engagement des 2000 militants nous permettent de constater que nous pouvons le faire et nous allons le faire.

Nous soutenons nos camarades des hôpitaux, ceux de Saunier-Duval, ceux de France Travail et de la Sécu engagés aujourd'hui et demain dans la grève.

Paris, le 30 octobre 2024